

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/NP

**Arrêté préfectoral imposant à la Société de Filature
Anciens Etablissements JULES DE SURMONT & FILS
des prescriptions complémentaires pour la poursuite
d'exploitation de son établissement situé à
TOURCOING**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu les différentes décisions administratives autorisant la Société Filature Anciens Etablissements JULES DE SURMONT ET FILS à exploiter ses activités à TOURCOING et Fils 47 rue de Bradford ;

Vu l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, en vigueur au moment de la déclaration de la cessation d'activité des Etablissements Jules de Surmont ;

Vu la décision du 6 juillet 2004 du tribunal de commerce de Roubaix-Tourcoing instituant une période de liquidation judiciaire suite à l'arrêt définitif des activités de la Société de Filature Anciens Etablissements JULES DE SURMONT & FILS et désignant Maître Jérôme THEETEN, domicilié 58 avenue Guynemer à MARCQ-EN-BAROEUL, comme mandataire liquidateur ;

Vu l'étude historique et documentaire du 14 mai 2004 réalisée par le bureau d'étude PREVENTEC Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2004 imposant des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son établissement situé à Tourcoing ;

Vu les différentes études réalisées par le bureau d'études PREVENTEC Environnement en date des 10 février 2005 et 24 octobre 2005 ;

Vu le mémoire de cessation d'activité réalisé par PREVENTEC Environnement en date du 2 mai 2005 ;

Vu l'étude complémentaire, le plan de gestion et l'analyse des risques résiduels réalisés par le bureau d'études ANTEA reçu le 12 juin 2008 ;

Vu le courrier de Maître Jérôme THEETTEN en date du 29 juin 2011 informant l'inspection des installations classées de la remise en question du projet de réaménagement présenté dans le plan de gestion précité ainsi que de l'éventualité de la mise en œuvre d'une solution alternative;

Vu le rapport du 9 novembre 2011 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 20 décembre 2011 ;

Considérant que la Société Filature Anciens Etablissements JULES DE SURMONT ET FILS a exploité une installation classée relevant du régime de l'autorisation sur la commune de Tourcoing, au 47 rue de Bradford ;

Considérant que le terrain sur lequel la Société Filature Anciens Etablissements JULES DE SURMONT ET FILS a exploité ses activités présente une pollution des sols notamment :

- une contamination en métaux au niveaux des remblais ,
- une contamination organique diffuse en solvants aromatiques (benzène, toluène, xylène et ethylbenzène) et chlorés (COHV) ;

Considérant que la nappe des Limons situé au droit du site présente une pollution par des substances organiques notamment par :

- des solvants aromatiques (benzène, toluène, xylène et ethylbenzène) ,
- des solvants chlorés (COHV) ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à une surveillance de la nappe des Limons afin de vérifier l'absence d'évolution anormale de son niveau de contamination ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Maître Jérôme THEETTEN - 58 avenue Guynemer, 59700 Marcq en Baroeul, en qualité de liquidateur judiciaire de la Société Filature Anciens Etablissements JULES DE SURMONT ET FILS, située au 47 rue de Bradford à Tourcoing, et ci-après dénommé l'exploitant, est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site au 47 rue de Bradford à Tourcoing sur lequel les installations classées de la Société Filature Anciens Etablissements JULES DE SURMONT ET FILS ont été exploitées.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au terrain d'assiette des activités exercées par la Société Filature Anciens Etablissements JULES DE SURMONT ET FILS et concernent les parcelles n° HT 182, HT 265, HT 266, HT 20 et HT 3 implantées sur la commune de Tourcoing.

Article 2 – L'exploitant constitue un dossier spécifique contenant l'ensemble des pièces justificatives des travaux demandés par le présent arrêté.

Le dossier de suivi est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'exploitant adresse une copie du dossier de suivi à l'inspection des installations classées à tout moment, sur simple demande de celle-ci.

Article 3 – Surveillance des eaux souterraines

Article 3.1 – Constitution des réseaux

L'exploitant met en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines de la nappe des Limons.

Les piézomètres existants, dès lors qu'ils sont en bon état et répondent aux objectifs définis par le présent arrêté, peuvent être utilisés dans le cadre de la constitution du réseau.

Le réseau piézométrique est constitué d'un nombre de piézomètres suffisant pour caractériser l'impact de la pollution sur la nappe et vérifier l'absence de migration de la pollution de la nappe à l'extérieur du site. Leur nombre et leur implantation doivent permettre de caractériser le sens d'écoulement de la nappe et confirmer l'amont et l'aval par rapport au site.

La définition du nombre de piézomètres nécessaires pour surveiller la nappe et leur implantation sont faites sur la base d'une étude hydrogéologique menée par un hydrogéologue expert. L'étude est transmise sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté à l'inspection des installations classées.

Les piézomètres existants (identifiés de PZ1 à PZ5 dans l'étude sur les investigations complémentaires référencée A47456/A de septembre 2007), dès lors qu'ils ne sont pas réutilisés dans le cadre de la constitution du réseau de surveillance, sont rebouchés selon les règles de l'art par une société compétente. L'étude précitée justifie de la nécessité ou non de conserver ces piézomètres dans le cadre de la surveillance.

Les éventuels rebouchages sont réalisés avant toute intervention sur site susceptible d'entraîner une mobilisation de la pollution et sont réalisés selon les dispositions prévues à l'article 3.5. Les certificats de rebouchage fournis par la société sont joints au dossier de suivi de chantier prévu à l'article 2.

Les piézomètres sont réalisés selon les règles de l'art. Les piézomètres font l'objet d'un nivellement NGF des têtes. L'étanchéité des têtes doit être assurée. Un dispositif physique permet de limiter le risque d'introduction de corps étrangers dans l'ouvrage (actes de malveillance). La tête du piézomètre est située dans un avant-puits maçonné ou tubé, étanche de manière à éviter toute infiltration d'eau stagnante ou de suintement. Toutes dispositions sont prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état. Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne peut se faire qu'avec l'accord de l'inspection des installations classées.

Un rapport d'intervention décrivant les opérations réalisées dans le cadre de la mise en place du réseau et de l'obturation d'éventuels ouvrages est rédigé et intégré au dossier de suivi des travaux prévu à l'article 2. Une copie de ce rapport d'intervention est transmise à l'inspection des installations classées avec le premier rapport de surveillance des eaux souterraines prévu à l'article 3.3.

Article 3.2 – Surveillance et analyse des eaux souterraines

Deux fois par an, en période de basses et hautes eaux, des prélèvements sont réalisés à partir des piézomètres définis à l'article 3.1. Les hauteurs d'eau (niveau statique) sont relevés lors de chaque prélèvement.

La première campagne est réalisée au plus tard sous 4 mois après transmission à l'inspection des installations classées de l'étude visée à l'article 3.1.

Les paramètres à analyser au niveau de la nappe des Limons sont :

- pH, conductivité ;
- arsenic ;
- hydrocarbures totaux ;
- HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) ;
- BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, xylène) ;

- COHV (composés organique halogénés volatils) et leurs produits de dégradation (dont le chlorure de vinyle).

Article 3.3 – Transmission des résultats

Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Les résultats sont accompagnés de représentations graphiques permettant de suivre l'évolution des différents paramètres et sont commentés. Les évolutions doivent être décrites et interprétées.

En cas d'évolution anormale de la pollution, des mesures adaptées sont mises en œuvre pour rester à un niveau de risque acceptable.

Article 3.4 – Bilan quadriennal et modification ou arrêt de la surveillance

Quatre ans après la première campagne de mesures, et ensuite au minimum tous les 4 ans, l'exploitant transmet au préfet du Nord et à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de la surveillance des eaux souterraines afin de déterminer l'évolution de la pollution.

Sur la base des résultats du bilan quadriennal et de justifications dûment étayées, l'exploitant pourra envisager de demander à Monsieur le préfet du Nord de modifier la surveillance. Les modifications peuvent concerner le programme de mesures (paramètres à contrôler, fréquence ou points de contrôles...) voire une suppression de la surveillance de la nappe dès lors qu'il sera établi que les paramètres contrôlés n'évoluent pas de façon anormale et que les usages de la nappe sont compatibles avec son niveau de contamination.

L'arrêt ou la modification de la surveillance de la nappe ne pourra intervenir qu'après accord de Monsieur le préfet du Nord par arrêté préfectoral complémentaire modifiant les dispositions prévues par le présent arrêté en matière de surveillance.

Article 4 – Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à compter de la notification du présent arrêté sauf disposition contraire prévue.

Article 5 – Tous les frais occasionnés par les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 – Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 7 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 8 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de TOURCOING,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de TOURCOING et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant,

Fait à Lille, le 17 JAN 2012

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint


Eric AZOULAY



